



## Budget Economique Exploratoire 2014

*Note d'information<sup>1</sup> présentant  
la situation macroéconomique du Maroc en 2013  
et une exploration de son évolution en 2014*

**Juin 2013**

---

<sup>1</sup> Le document intégral du budget économique exploratoire 2014 sera publié ultérieurement

- Croissance économique de 4,6% en 2013, en ralentissement à 2,5% en 2014 ;
- rythme modéré des activités non agricoles de 3,1% en 2013 et de 3,6% en 2014 ;
- Légère hausse de l'inflation, appréhendée par le prix implicite du PIB, de 0,5% en 2012 à 1% en 2013 et à 1,7% en 2014 ;
- déficit courant des échanges extérieurs, passant de 10% du PIB en 2012 à 6,8% en 2013 et à 7,4% en 2014.

Le présent budget économique donne des estimations relatives au cadre macroéconomique en 2013 et une exploration de son évolution en 2014, compte tenu des données de l'environnement économique international, des résultats provisoires des comptes de la nation arrêtés pour l'année 2012 et de ceux des enquêtes de conjoncture menées par le Haut-commissariat au Plan durant le premier semestre de l'année en cours.

L'estimation de la croissance économique de 2013 s'inscrit dans le cadre de l'exécution de la loi de finances 2013, incluant, en particulier, la réduction de l'investissement public de 15 milliards de dirhams opérée en début d'année.

Le scénario de croissance de 2014 se base, par ailleurs, sur la double hypothèse d'une production céréalière moyenne et d'une reconduction de la politique budgétaire sans anticipation de réformes nouvelles.

## 1-L'environnement international

Au plan de l'évolution de l'environnement économique international, il y a lieu de relever que la majorité des pays développés ont mis en œuvre, parallèlement à la politique d'assouplissement monétaire, des plans d'ajustement budgétaire sur un horizon de moyen terme afin de réduire leurs déficits budgétaires et leurs niveaux d'endettement public à des niveaux soutenables.

De leur côté, les économies émergentes et en développement continueraient de bénéficier de la persistance, malgré leur baisse, des prix des matières premières à un niveau élevé, et du recul des taux d'intérêts dans les pays avancés engendrant une orientation des flux de capitaux vers les marchés émergents plus rémunérateurs.

Dans ces conditions, la croissance économique mondiale<sup>2</sup> atteindrait 4% en 2014 au lieu de 3,3% en 2013. Elle devrait profiter d'une légère progression de la croissance des pays avancés de 1,2% en 2013 à 2,2% en 2014 et de la poursuite du dynamisme des pays émergents et en développement, avec un rythme d'accroissement de 5,7% en 2014 au lieu de 5,3% en 2013.

---

<sup>2</sup> Le Fonds Monétaire International, l'OCDE, et la Commission Européenne- Perspectives de printemps 2013

## 2- Situation de l'économie nationale en 2013

### ➤ La croissance économique

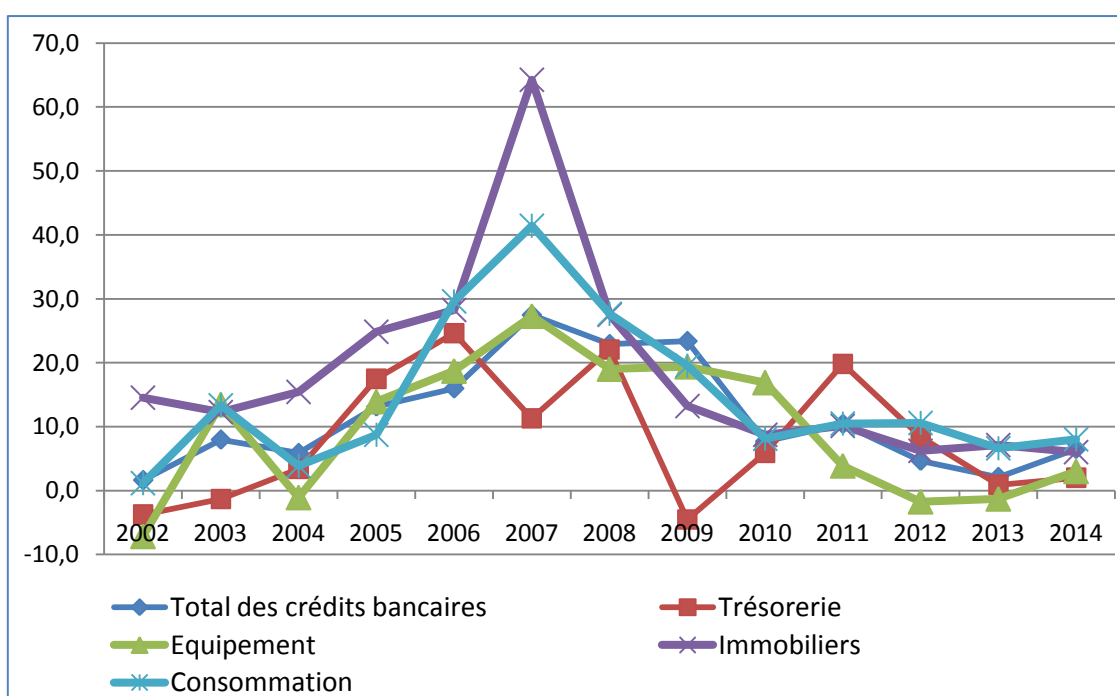
Avec cet environnement international peu favorable, l'activité économique nationale devrait, cependant, bénéficier de la bonne campagne agricole 2012-2013, qui réduirait l'impact de ralentissement des activités non agricoles sur la croissance.

**Le Produit Intérieur Brut (PIB) s'accroîtrait dans ces conditions de 4,6% en volume en 2013 au lieu de 2,7% en 2012.**

La valeur ajoutée du **secteur primaire** devrait enregistrer une hausse de 14,7%, suite à l'amélioration notable de la production des cultures céréalières de 86,5%, se situant à 97 millions de quintaux durant la campagne 2012-2013. Les autres cultures agricoles, l'élevage et la pêche maritime continueraient à connaître un rythme soutenu de leurs activités, sous l'effet des programmes d'investissement publics ambitieux retenus pour le secteur, en particulier dans le cadre du Plan « Maroc vert » et du Plan maritime « halieutis ».

En revanche, **les activités non agricoles** seraient affectées par la réduction des dépenses budgétaires d'investissement, décidée au début de l'année 2013, le faible accroissement de la demande mondiale adressée au Maroc et le resserrement des capacités de financement de l'économie. Leur rythme de croissance est estimé à 3,1% en 2013 au lieu de 4,3% en 2012 et de 5% par an en moyenne durant la décennie 2000.

### Ralentissement des crédits à l'économie (en %)



Dans ce contexte, les activités du secteur secondaire (Mines, Energie, Industries de transformation et Bâtiment et travaux publics (BTP)) continueraient d'enregistrer des rythme de croissance très bas, de l'ordre de 1,8% en 2013, après celui de 1,3% en 2012. Le ralentissement des activités du BTP, des mines et de celles

des phosphates et dérivées, en particulier, explique ces contre-performances du secteur secondaire.

Le secteur tertiaire (services marchands et non marchands) dégagerait, pour sa part, un léger recul de sa croissance passant de 5,9% en 2012 à 3,8%, en raison, particulièrement, de la stagnation de la valeur ajoutée des services fournis par les administrations publiques. Le recul du rythme d'accroissement des activités tertiaires aurait pu être plus accentué si ce n'était l'effet positif du secteur agricole sur le commerce et le transport et la consolidation des performances des activités des télécommunications.

Par ailleurs, l'inflation devrait connaître une modération sous l'effet de la baisse des prix de l'énergie et des autres matières premières au niveau international, en plus des dépenses budgétaires de subvention fixées à 40 milliards de dirhams pour 2013. La hausse du niveau général des prix, mesuré par le prix implicite du PIB, se situerait, ainsi, aux alentours de 1% au lieu de 0,5% enregistré en 2012.

### ➤ **Les composantes du PIB en 2013**

**La demande intérieure** devrait bénéficier de l'amélioration de la consommation des ménages, sous l'effet notamment de l'accroissement de leurs revenus induits par la performance de l'activité agricole. La demande intérieure serait ainsi en hausse de 5% en volume en 2013 au lieu de 2,4% en 2012.

Dans ce cadre, la consommation des ménages s'accroîtrait de 6% au lieu de 3,6% en 2012. La consommation publique, quant à elle, connaîtrait un net ralentissement, en progressant de 3% en volume au lieu de 7,9% en 2012. La formation brute du capital fixe (FBCF), de son côté, serait affectée par la baisse de l'investissement public de l'administration centrale de 15 milliards de dirhams d'une part, et par le rétrécissement des marges de financement en faveur du secteur privé d'autre part, et sa croissance se situerait à près de 0,5% au lieu de 2,7% en 2012.

Dans ce cadre, la contribution de la consommation des ménages à la croissance économique atteindrait 3,6 points en 2013 au lieu de 2,1 points en 2012. La contribution de la consommation des administrations publiques afficherait une baisse, en passant de 1,4 point en 2012 à 0,6 point et celle de la formation brute de capital fixe passerait de 0,8 point en 2012 à 0,2 point. La variation des stocks, en augmentation significative suite à l'amélioration de la production agricole, devrait afficher une contribution en hausse passant de -1,7 point en 2012 à 1,4 point en 2013.

**Au total, la demande intérieure contribuerait pour 5,8 points à la croissance du PIB en 2013 au lieu de 2,7 points en 2012.**

**La demande extérieure nette en biens et services** (Ecart entre les exportations et les importations), enregistrerait une contribution négative à la croissance de (-1,2) point en 2013, après avoir affiché une contribution nulle en 2012. Les exportations de biens et services devraient enregistrer une légère hausse de 1,3% en volume, alors que les importations devraient s'accroître de 3,1%.

➤ **Malgré un allègement des besoins de financement de l'économie, leur niveau reste encore élevé**

L'année 2013 serait marquée par un accroissement du PIB à prix courants de 5,7% au lieu de 3,2% en 2012. Parallèlement, la consommation finale nationale, devrait s'accroître de 7,6% en 2013. De ce fait, **l'épargne intérieure** serait en baisse, en passant de 21,1% du PIB en 2012 à 19,7% en 2013.

Parallèlement, **les revenus nets en provenance du reste du monde** devraient représenter 6,5% du PIB au lieu de 4,3% en 2012, à la faveur des transferts publics de l'ordre de 2,5 milliards de dollars reçus dans le cadre du partenariat stratégique entre le Maroc et les pays du Conseil de la Coopération du Golfe. Les transferts des marocains résidant à l'étranger seraient, quant à eux, en quasi-stagnation en 2013, après le recul de 4% enregistré en 2012.

Ainsi, **le revenu national brut disponible** connaîtrait une amélioration significative, de l'ordre de 7,9% en 2013 au lieu de 2,4% en 2012 et 4,8% en 2011. **L'épargne nationale** devrait, ainsi, atteindre 26,2% du PIB en 2013 ou 228,9 milliards de dirhams au lieu de 25,3% ou 209,9 milliards en 2012.

Parallèlement, **l'investissement brut** (FBCF et variation des stocks), se situerait à 33% du PIB, au lieu de 35,3% enregistré en 2012. En conséquence, les besoins de financement de l'économie nationale, malgré un allègement significatif, resteraient de l'ordre de 6,8% du PIB au lieu de 10% du PIB en 2012.

Malgré la mobilisation du financement extérieur, sous forme d'investissements directs étrangers, d'investissements de portefeuille et d'emprunts extérieurs émanant des secteurs public et privé, le pays serait contraint à puiser dans ses réserves en devises pour couvrir l'ensemble de ses besoins de financement. A cet effet, l'encours des réserves en devises devrait enregistrer une nouvelle baisse de 5,5%.

**Les avoirs extérieurs nets représenteraient, ainsi, à fin 2013, l'équivalent de 3,7 mois d'importations en biens et services, au lieu de près de 4 mois en 2012.**

### **3-Les perspectives de l'économie nationale en 2014**

➤ **La croissance économique**

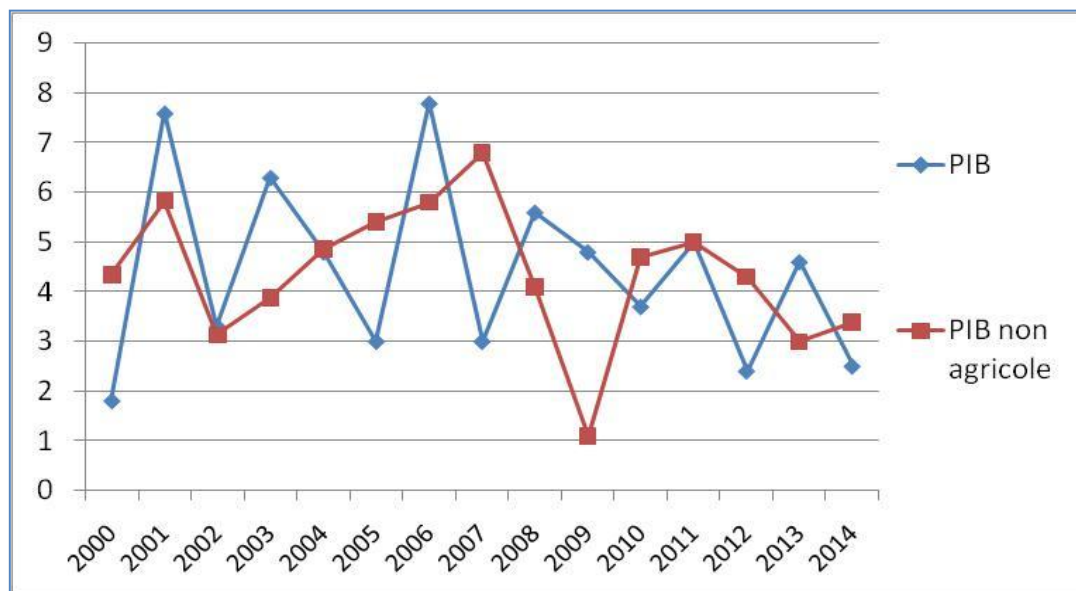
Les perspectives économiques nationales pour 2014 sont établies sur la base des hypothèses mentionnées ci-dessus relatives à la politique budgétaire, à l'activité agricole et à l'environnement international. Elles intègrent, également, l'impact d'une tendance au durcissement des conditions de financement des activités sectorielles.

Dans ce cadre, **la croissance économique nationale** serait de 2,5% en 2014. Les activités non agricoles devraient enregistrer une légère amélioration de leur rythme de croissance, passant de 3,1% en 2013 à 3,6%, tout en restant, cependant, inférieur à la moyenne de 4,6% enregistrée durant la période 2010-2012.

Le secteur primaire, sous l'hypothèse d'une campagne agricole moyenne dégagerait une valeur ajoutée en régression de 3,8% au lieu d'une hausse de 14,7%

estimée pour 2013. Il continuerait, toutefois, de bénéficier de l'amélioration de la production des autres cultures agricoles et de l'élevage, suite au dynamisme engendré par les projets et programmes du Plan « Maroc vert ». Le premier bilan de ce plan fait état d'une progression de la superficie cultivée de 750 mille hectares depuis son lancement en 2008, d'une amélioration du rendement des principales filières de production, et d'une relance des investissements qui ont pu atteindre 53 milliards de dirhams durant les cinq dernières années. Par ailleurs, le secteur des pêches maritimes devrait poursuivre sa tendance haussière enclenchée en 2012.

### Ralentissement des activités non agricoles (en %)



#### ➤ Légère orientation à la hausse, mais encore maîtrisée, de l'inflation

Dans les conditions de reconduction de la politique budgétaire de soutien des prix à la consommation et d'une politique monétaire ciblant l'inflation, **le niveau général des prix**, appréhendé par le prix implicite du PIB, connaîtrait une légère hausse de 1,7% après 1% estimé pour 2013.

#### ➤ Les composantes du PIB en 2014

**La demande intérieure** continuerait de soutenir la croissance économique nationale, mais avec une contribution moins élevée qu'en 2013. Quant à la demande extérieure nette, sa contribution à la croissance du PIB devrait rester négative en 2014, en dépit de l'amélioration anticipée de la demande mondiale adressée au Maroc.

Ainsi, la consommation des ménages devrait s'accroître de 2,5% en volume au lieu de 6% en 2013 et sa contribution à la croissance du PIB passerait de 3,6 points en 2013 à 1,5 point en 2014. La consommation des administrations publiques, de son côté, augmenterait de 3,2% en 2014 et consoliderait sa contribution à la croissance au niveau de 0,6 point. Globalement, la consommation finale nationale devrait être en ralentissement, avec une hausse de 2,7% au lieu de 5,3% en 2013. Sa contribution à la croissance serait de 2,1 points au lieu de 4,2 points en 2013.

La formation brute du capital fixe, pour sa part, devrait s'accroître de 1,4% au lieu de 0,5% en 2013 et sa contribution à la croissance serait de 0,4 point. La variation des stocks, quant à elle, maintiendrait une contribution positive à la croissance, de l'ordre de 0,6 point, après 1,5 point en 2013. Ainsi, l'investissement brut (FBCF et variation des stocks) s'accroîtrait d'environ 3,1% en volume et sa contribution à la croissance serait d'environ 1 point au lieu de 1,7 point en 2013.

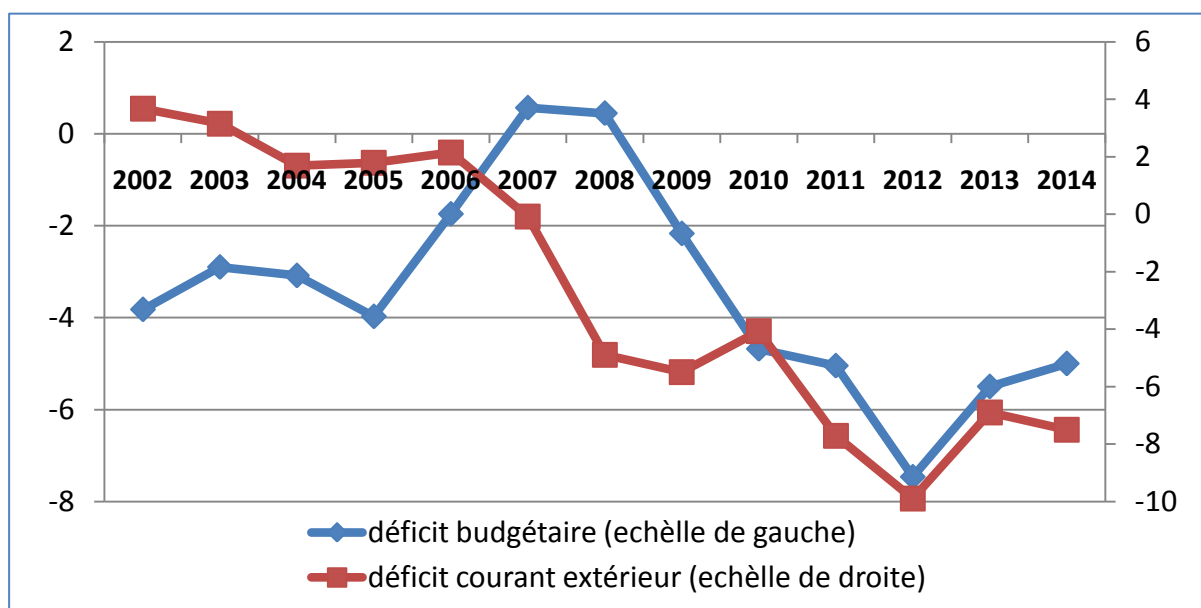
**Au total, la demande intérieure devrait s'accroître de 2,8% en volume, au lieu de 5% en 2013 et sa contribution à la croissance serait de 3,2 points, au lieu de 5,8 points en 2013.**

**La demande extérieure nette** devrait continuer d'afficher une contribution négative à la croissance du PIB de l'ordre de 0,7 point en 2014. Dans ce cadre, les exportations de biens et services devraient bénéficier de l'amélioration de la demande mondiale adressée au Maroc pour enregistrer une augmentation de 2,6% en volume au lieu de 1,3% en 2013. Parallèlement, les importations enregistreraient une progression contenue à 3,3% au lieu de 3,1% en 2013, attribuable au ralentissement de la demande intérieure et aux efforts de rationalisation des besoins du pays en produits importés.

### ➤ Perspective de détérioration des capacités de financement

**Le taux d'épargne intérieure** devrait poursuivre sa tendance baissière observée ces dernières années, en raison d'une progression plus rapide de la consommation finale nationale (5,8% aux prix courants) en comparaison à celle du PIB (4,2% aux prix courants). L'épargne intérieure passerait ainsi de 19,7% du PIB en 2013 à 18,4% en 2014, soit le niveau le plus bas depuis l'année 2000. Les revenus nets en provenance du reste du monde, devraient représenter 5,9% du PIB, au lieu de 6,5% en 2013. **L'épargne nationale** devrait, par conséquent, baisser de 26,2% du PIB en 2013 à 24,3%. **Le taux d'investissement brut** étant prévu à 31,7% du PIB en 2014, le compte épargne-investissement, dégagerait un déficit de 7,4% du PIB, après avoir été de 6,8% en 2013.

**Evolution des déséquilibres macroéconomiques (En % du PIB)**



**Ce besoin de financement** serait couvert notamment par les investissements directs étrangers, les emprunts extérieurs et le recours aux stocks des réserves en devises. Dans ce contexte, les avoirs extérieurs nets devraient représenter 3 mois d'importations en biens et services à fin 2014 au lieu de 3,7 mois en 2013. La poursuite de la baisse des avoirs extérieurs nets, représentant une contrepartie de la masse monétaire, devrait accentuer les tensions sur la liquidité et le durcissement des conditions de financement de l'économie.

## Conclusions

S'inscrivant dans une volonté nationale de promouvoir un modèle de développement où une croissance économique forte s'accompagne d'une lutte contre la pauvreté et la vulnérabilité et d'une amélioration des conditions de vie de la population, le Maroc s'est engagé dans une politique volontariste d'investissement public et de soutien budgétaire et monétaire à la consommation des ménages. Il peut se prévaloir, avantageusement, de la comparaison des performances qu'il a réalisées, dans ce cadre, avec les pays émergents, parmi ceux qui sont dotés de dimensions territoriale et démographique et de ressources naturelles plus favorables.

Cependant, si le niveau élevé des transferts courants avait permis de soutenir le financement de ce modèle de croissance tiré par la demande intérieure dans le cadre d'une ouverture accélérée de l'économie nationale sur la compétition internationale, les effets de la crise mondiale sur les principaux partenaires de notre pays, n'ont pas tardé, depuis 2008, à aggraver son déficit interne et externe.

La perdurance prévisible de ces effets devrait continuer à exercer une pression sur ses réserves en devises, sous contrainte d'un régime de change fixe, et réduire son potentiel de croissance économique en limitant l'accès au financement interne de ses entreprises.

Une nouvelle génération des réformes structurelles pour améliorer, dans la durée, l'épargne intérieure et la compétitivité de l'économie, s'avère d'une impérieuse obligation nationale. Dans ce cadre, tout le monde s'accorde sur l'urgence qui s'attache à la réforme du système budgétaire de subvention et de régimes de retraites, aujourd'hui, menacés d'insolvabilité. De son côté, le HCP n'a cessé d'attirer l'attention sur la nécessité d'accompagner de telles réformes par une politique fiscale visant à décourager les secteurs des produits non échangeables au profit d'une incitation de capital privé à prendre une plus grande part dans l'investissement national, en particulier, dans les secteurs des produits échangeables. Allant de paire avec une amélioration du rendement de l'investissement public et d'une politique monétaire plus soucieuse de croissance économique que d'inflation, de telles réformes auraient l'avantage d'inscrire les efforts requis de l'ensemble de la collectivité nationale pour leur mise en œuvre dans une perspective d'une plus grande croissance potentielle et d'un progrès social durable.



Ce sont là quelques conclusions de l'étude intitulée : « **les dimensions d'une nouvelle politique économique dans le contexte actuel des déséquilibres macroéconomiques** », que le HCP a réalisée et dont les résultats ont été exposés lors de la rencontre organisée le 17 avril 2013 à Rabat.

Cette étude n'a pas manqué de préconiser une nouvelle politique économique prenant en compte quelques dimensions dont en particulier la distinction de la mise en œuvre des réformes nécessaires entre les mesures à court terme et celles de moyen terme en hiérarchisant, selon un dosage judicieux, l'objectif de réduction des déséquilibres interne et externe, à moyen terme, et l'objectif d'une forte croissance économique à court terme. La nécessaire cohérence entre les politiques macroéconomiques et les programmes sectoriels compte tenu de la rigidité des facteurs de production, à l'origine, aujourd'hui, de la faible transmission des mesures macroéconomiques aux structures de l'économie réelle. La prise en compte dans la nouvelle politique économique de l'objectif de la transformation du tissu productif, de la modification des prix intérieurs et de la dynamisation de marché de l'emploi dans le cadre d'un souci permanent d'une répartition équitable des coûts et des fruits de ces politiques.

L'appel lancé, à cette occasion, par le HCP à un débat national sur les résultats de cette étude et la disposition de cette institution à accompagner techniquement l'évaluation de toutes propositions ou scénariis émanant de ce débat, est encore reformulé dans les mêmes termes et avec les mêmes intentions vertueuses.

**EVOLUTION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT**  
**En volume selon les prix de l'année précédente (En %)**

<b>Rubriques</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013*</b>	<b>2014**</b>
• <b>Valeur ajoutée du secteur Primaire...</b>	<b>5,1</b>	<b>-7,2</b>	<b>14,7</b>	<b>-3,8</b>
• <b>Valeurs ajoutées non agricoles.....</b>	<b>5,3</b>	<b>4,3</b>	<b>3,1</b>	<b>3,6</b>
➤ <b>Secteur Secondaire.....</b>	4,0	1,3	1,8	2,6
➤ <b>Secteur tertiaire.....</b>	6,0	5,9	3,8	4,1
<b>Valeur ajoutée totale.....</b>	<b>5,2</b>	<b>2,5</b>	<b>4,8</b>	<b>2,4</b>
<b>Impôts et taxes sur produits nets de subventions (ITS).....</b>	2,7	5,2	3,2	3,0
<b>PIB non agricole (VA +ITS).....</b>	5,0	4,3	3,1	3,5
<b>PIB en volume.....</b>	<b>5,0</b>	<b>2,7</b>	<b>4,6</b>	<b>2,5</b>
<b>Variation du prix implicite du PIB.....</b>	<b>0,1</b>	<b>0,5</b>	<b>1,0</b>	<b>1,7</b>

(\*) : Estimation pour 2013    (\*\*): Prévision établies par le Haut Commissariat au Plan pour 2014.

**Equilibre Ressources-Emplois en volume**  
**et autres indicateurs macroéconomiques**

**Variation en %**

RUBRIQUES	2011	2012	2013*	2014**
PIB.....	5,0	2,7	4,6	2,5
Consommation finale, dont:.....	6,7	4,6	5,3	2,7
-Ménages résidents.....	7,4	3,6	6,0	2,5
-Administrations publiques.....	4,6	7,9	3,0	3,2
FBCF.....	2,5	2,7	0,5	1,4
Exportations de biens et services...	2,1	2,7	1,3	2,6
Importations de biens et services...	5,0	2,0	3,1	3,3
Déficit en Ressources (en % du PIB)....	-13,8	-15,3	-14,3	-14,2
Epargne intérieure (en % du PIB).....	22,8	21,1	19,7	18,4
Epargne nationale en % du PIB.....	27,9	25,3	26,2	24,3
Investissement en % du PIB.....	36,0	35,3	33,0	31,7
Besoin de financement de l'économie (en % du PIB).....	-8,0	-10,0	-6,8	-7,4

NB : -Variations en % aux prix de l'année précédente. Et ratios en % du PIB courant.

- (\*) : Estimations et (\*\*) : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. juin 2013

## Equilibre Ressources-Emplois

### Aux prix courants

En Millions de DH

RUBRIQUES	2011	2012	2013*	2014**
- PIB.....	802607	828169	875142	911723
	5,0	3,2	5,7	4,2
- Consommation finale nationale	619270	653617	703034	743562
	8,4	5,5	7,6	5,8
.Ménages (résidents).....	472938	494499	531982	565497
	8,1	4,6	7,6	6,3
.Publique.....	146332	159118	171052	178065
	9,3	8,7	7,5	4,1
- FBCF.....	246394	259680	266172	274157
	5,1	5,4	2,5	3,0
- Variation des stocks.....	42168	32697	22496	14833
- Exportations B&S .....	285530	299646	308596	322572
	12,4	4,9	3,0	4,5
- Importations B&S .....	390755	417471	425155	443402
	18,8	6,8	1,8	4,3

NB : -Variations en % aux prix de l'année précédente. Et ratios en % du PIB courant.

- (\*) : Estimations et (\*\*) : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan, juin 2013